

CIBLE

Tolérance

La critique de Nicolas Sarkozy étant ici régulière, l'éloge du ministre ne pourra pas figurer au rayon des flagorneries.

Les délégués des mosquées ont voté les dimanche 6 et 13 avril pour élire le premier Conseil français du culte musulman (CFCM). Nous nous félicitons de l'institution, que nous espérions depuis de longues années, de ce conseil représentatif : comme l'a déclaré le recteur de la mosquée de Lyon, c'est « *un moment historique où l'islam de France va passer d'une religion tolérée à une religion acceptée* ». Que l'histoire retienne le rôle positif joué par le ministre de l'Intérieur.

Nous approuvons aussi les propos que Nicolas Sarkozy a tenus à Lyon, en présence de Dalil Boubakeur, président du CFCM, du grand rabbin Richard Wertenschlag et de Mgr Philippe Barbarin, archevêque de Lyon : dénonçant les actes racistes et antisémites de toute nature, décidé à pourchasser les agents provocateurs, le ministre a clairement montré que l'État laïc est et demeure le garant de la tolérance.

Et s'il réaffirmait, maintenant, que l'État est le protecteur de toutes les libertés ?

GUERRE EN IRAK

Cessez le feu !

Médias

Regards sur la guerre

p. 2

Idées

Rosanvallon et nous

p. 9

Savoir qu'on ne sait rien

L'information télévisée, c'est comme une grande surface : esthétique de pacotille, verbosité des présentateurs, répétition sinistre des images. Pour trouver des produits de qualité, il faut avoir du temps et, souvent, payer le prix fort.

Bon, autant vous dire tout de suite que je vais poser un regard déformé sur le média déformant. Je ne regarde pas la télévision jour et nuit, je loupe des commentaires, des discussions d'experts et des prises de position politiques – comme tout un chacun.

Notez que cet aveu est tout à fait dans la ligne du *Discours télévisé correct* (DTC) qui résulte de l'autocritique des emballements naïfs de la guerre du Golfe. Cette fois, prudence, circonspection, usage intensif du conditionnel et emploi des termes exacts : on ne parle plus de « frappes » mais de bombardements, et les « dommages collatéraux » ne cachent plus les victimes civiles.

Admirable autocritique, qui aboutit à une *Nouvelle lucidité médiatique* (NLM). Merci de nous rappeler que les bombes qui tombent sur des villes et des villages font des morts et

des blessés dans la population ! Ce qui ne change pas, c'est qu'on nous prend pour des imbéciles.

Le *Télespectateur Bête-comme-ses-pieds* (TBCSP) a peut-être noté les expressions de la nouvelle langue de bois qui seront condamnées lors de la prochaine guerre. Nous ne sommes plus au temps des « frappes chirurgicales » (qui ont tué entre 50 000 et 130 000 civils irakiens en 1991...) mais de la stratégie du *shock and awe* (« le choc et l'effroi ») et de la « sécurisation » : il est en effet incorrect de décrire des raids de terreur et des opérations de nettoyage. Donc le DTC stupéfie et on sécurise – c'est tout de même plus propre.

Et puis il y a ces deux innovations formidables qui mettent d'emblée le TBCSP au cœur de l'action : le correspondant de guerre « intégré » dans une unité combattante (c'est plus chic de dire

« *embedding* ») et le téléphone-vidéo, gage de la NLM. Résultat : la nuit, on voit des éclairs verts clairs sur des fonds verts sombres comme au bon vieux temps de la guerre du Golfe et, le jour, des chars qui tirent sur des maisons comme à l'exercice (1).

Comme il y a des correspondants de guerre qui font leur métier et qui permettent au risque de leur vie le passage des images en boucle à l'antenne, on ne dit pas que, en gros, la moitié des images de guerre « *auraient pu être tournées ailleurs et plusieurs jours ou plusieurs mois auparavant* » pour reprendre l'expression qui accompagne les interventions de Saddam Hussein.

Bilan général ?

On nous montre jour et nuit des images esthétisées de la guerre. Les vraies images de guerre sont insoutenables.

On nous repasse jour et nuit les déclarations des chefs des

deux camps en nous prévenant qu'il s'agit là de propagande, d'intimidation, de désinformation. Les vraies informations sont cachées – comme dans toute guerre.

On fait écho à des rumeurs, en nous avertissant qu'il s'agit de rumeurs et que nul n'est en mesure de les transformer en vérités. Ni George Bush. Ni le ministre irakien de l'information.

Enfin, les grandes chaînes de télévision nous invitent à faire une découverte philosophique qui remonte aux Grecs : ce que nous savons, c'est que nous ne savons rien. Merci Jean-Pierre Pernaut, merci Daniel Bilalian.

Il faut cependant compléter cette leçon de philosophie par un constat assez vulgaire mais très en phase avec la société ultra-libérale avancée : *si tu paies* (un abonnement au câble) *tu en sauras plus*. Sur LCI, avec l'excellent spécialiste de politique étrangère qu'est Vincent Hervouët, ou sur E-Télévision, on assiste à des débats qui permettent de saisir les enjeux géopolitiques et de mieux comprendre les opérations militaires. Contre la diabolisation des médias, il faut affirmer bien haut qu'on y trouve de véritables journalistes qui donnent chaque jour des informations de bonne qualité. Mais ce n'est pas sur le service public...

Maria DA SILVA

(1) D'ailleurs, il est probable que certaines images aient été tournées pendant des manœuvres, avant la guerre, de même que les fameuses séquences de « frappes chirurgicales » avaient été réalisées dans des laboratoires militaires.

royaliste 

SOMMAIRE : p.2 : Savoir qu'on ne sait rien - p.3 : Pilotage en aveugle - Décision - p.4 : Le syndrome de la chauve-souris - Régression infantile - p.5 : Cessez-le-feu - p.6/7 : Le bras armé de l'Amérique - p.8 : Acrimed - Enigmes chinoises - p.9 : Le champ de la démocratie - p.10 : Ceci n'est pas un artiste ! - Dumas et l'affaire du collier - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : L'étrange morale des délateurs.

RÉDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris

Téléphone : 01.42.97.42.57

Télécopie : 01.42.96.05.53

Dir. publication : Yvan AUMONT

Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (46 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Pilotage en aveugle

Dans un avion secoué par un gros orage, les passagers s'alarment et s'agitent. Paraît tout à coup le commandant de bord. Il reconnaît que l'heure est grave, affirme qu'on aurait tort de s'inquiéter et conclut en s'écriant qu'« il y a un pilote dans l'avion ».

Ainsi assénée, l'évidence attise le doute et généralise la peur. Ceux qui ont eu le courage de suivre la prestation télévisée de Jean-Pierre Raffarin, le 3 avril sur France 3, ont pu vérifier que l'homme n'était pas seulement un Premier ministre inexistant mais un piètre « communicant ».

Inexistence. Le « pilote dans l'avion », chacun l'a compris depuis l'été dernier, n'est qu'un système de pilotage automatique qui fonctionne avec des mécanismes dénommés « Banque centrale européenne » et « Pacte de Stabilité », qui guident les appareils étatiques par inertie, toujours sur la même trajectoire, même lorsqu'elle plonge dans la zone des tempêtes.

Comme disent ceux de nos confrères qui n'ont pas peur des images audacieuses, « tous les clignotants sont au rouge » : la croissance baisse (on prévoit 1 % pour l'année), le chômage augmente (+ 0,8 % en février), la consommation des ménages diminue, les dettes des entreprises sont colossales, l'euro fort pénalise les exportations. Mais, dans l'avion raffarinien, le pilote est aveugle, fait semblant de l'être, ou se bouche les yeux quand ça l'arrange.

Ce qui nous donne un médiocre jeu de « communication » sur le modèle du Jacadi : le Janpieradi (Jean-Pierre-a-dit) qui fait les beaux

jours de la presse bien-pensante :

Janpieradi *ça va mal* : la France est exposée à « une rupture de croissance comme nous n'en avons jamais vue dans notre histoire récente ». Et les courtisans de s'extasier que le Pilote puisse ainsi affirmer ce que chacun lit depuis des mois dans les journaux.

Janpieradi *je suis rassurant* parce que « nous baisserons les impôts en 2004, car c'est bon pour la France ». Même si, comme l'a reconnu Francis Mer, cette mesure n'a pas d'effet sur la demande. Même si la promesse de baisse de 30 % des impôts en cinq ans (voir le jeu Chiracadi) fait apparaître des moues dubitatives sur les avenantes figures des experts patentés.

Ayant rassuré certains contribuables, le Pilote a rassuré les fonctionnaires : « la France a besoin d'eux » puis l'ensemble des Français (« pas de rigueur »). Puis il a rassuré les marchés par l'acuité du regard qu'il a porté sur la guerre en Irak : la situation est « préoccupante » mais il est « trop tôt » pour se prononcer sur ses effets économiques. C'est vrai, ça : affalés devant leur téléviseur, les Français n'avaient pas senti que cette guerre pouvait être cause de souci. Nous voici alertés et rassurés du même coup : *rassurer c'est rassurant*, tel pourrait être le slogan du milieu dirigeant. Mais attention car :

Janpieradi *faut réformer*. Le Pilote a même affirmé qu'il

avait une « ligne » et nous avons pu assister en direct à son énoncé paradoxal :

- Rigorisme sans rigueur : on gèle les crédits budgétaires et on massacre le budget de la recherche pour aboutir à une « croissance zéro » des dépenses publiques en 2004.

- Croissance par aplatissement : on paralyse une activité économique faiblissante en s'interdisant les fortes dépenses publiques nécessaires à la relance.

- Protection de la France et des Français par destructions massives : on prend toutes les mesures ultra-libérales (baptisées « réformes ») qui transformeront les retraités modestes en retraités pauvres, et qui ruineront les protections étatiques par réduction des tâches de l'administration centrale et par diminution du nombre de ses fonctionnaires.

Actionnant la pompe à vide comme un Shaddock obstiné, le Pilote s'aperçut qu'il ne parviendrait pas à l'absolue vacuité s'il n'agrémentait pas son pragmatisme d'une délicate touche d'humanisme qui en boucherait un coin, sacré nom d'une pipe, au François Hollande et à l'aut' François, le Bayrou.

Toujours « en colère » contre les patrons de Metaleurop, Monsieur Raffarin déclara qu'il prônait « l'humain ajouté ». Ajouter de l'humain, mais à quoi ? A l'inhumain, sous forme de perfusions ? A la machine, en guise de carburant ? Faudra-t-il instaurer une Taxe à l'Humain Ajouté ?

Nous guettons Tes réponses, ô Pilote inspiré.

Sylvie FERNOY

Décision

Soixante sénateurs socialistes avaient déposé un recours au Conseil constitutionnel (1) contre la révision constitutionnelle portant sur « l'organisation décentralisée ».

Comme les sénateurs socialistes, nous pensions que le Conseil constitutionnel était compétent. Il a au contraire décidé le 26 mars que sa compétence est strictement délimitée par la Constitution aux lois organiques et aux lois ordinaires et qu'il n'a pas le pouvoir de statuer sur une révision.

Dans son Cahier n°15, le Conseil constitutionnel appuie sa décision sur deux considérations :

- la hiérarchie des actes juridiques qui établit depuis 1958 une nette distinction entre les projets de loi, d'une part, et les projets de révision constitutionnelle selon les procédures du référendum ou du vote par le Congrès – que la Constitution place sur le même plan.

- pour empêcher toute dérive vers un « gouvernement des juges », il importe que le Conseil constitutionnel ne puisse faire obstacle à la souveraineté nationale. Selon Georges Vedel, dans la forme solennelle de la révision constitutionnelle, « le souverain paraît en majesté et vient, dans une sorte de lit de justice, briser les arrêts des juges ». Le Conseil est un pouvoir constitué qui peut censurer le Parlement, autre pouvoir constitué. Mais point le Congrès, qui a le pouvoir constituant.

Dont acte. Reste à savoir si le Conseil constitutionnel sera à nouveau saisi sur les lois organiques relatives à la décentralisation.

J.B.

(1) cf. *Royaliste* 813, p. 3.

Le syndrome de la chauve-souris

La CGT souffre du syndrome de la chauve-souris : « je suis oiseau, dit-elle, voyez mes ailes ! je suis souris, voyez mon poil ! ».

A l'échelle de l'évolution, la mue de l'animal ne semble pas achevée...

La CGT qui ne sait plus si elle doit poursuivre la mue enclenchée au congrès de Strasbourg en 1999 lorsque Bernard Thibaut, fraîchement élu secrétaire général, déclarait à la tribune que la CGT devait pratiquer « un syndicalisme de propositions », ou si elle maintient la politique du front du refus qui a fait sa réputation.

A Montpellier, Bernard Thibaut a constaté que « la démarche alliant contestation, opposition, mobilisation et négociation » a été « réaffirmée » par les congressistes. Les faits risquent pourtant de le contredire. Au cours des quatre années qui se sont écoulées depuis Strasbourg, la CGT n'a pas eu l'occasion de signer un seul accord interprofessionnel ; quant aux accords de branche, seul un petit nombre ont été paraphés par la centrale de Montreuil.

Il est vrai que celle-ci n'est pas à une contradiction près. On peut ainsi lire dans le document d'orientation adopté à Montpellier ces deux phrases : « Le seul retour de tous les salariés à 37,5 années de cotisation ne peut suffire à garantir le droit à la retraite à 60 ans » et, quelques lignes plus bas : « la base de la carrière à 37,5 ans doit prévaloir »... Autre signe de ces contradictions : alors qu'elle semble privilégier l'unité d'action avec la CFDT qui, depuis vingt-cinq ans, travaille main dans la main avec le patronat et le gouvernement en place, qu'il soit de gauche ou de droite

(voir les lois Auroux, les 35 heures, la refondation sociale...), la CGT appelait, dans le même temps, à la mobilisation le 3 avril contre la réforme des retraites.

Il faut dire que Bernard Thibaut réélu, mais mal réélu, doit composer avec une base qui risque d'aller chercher ailleurs, et notamment à Sud, ce qu'elle ne trouve plus à la CGT. En témoigne l'opposition d'une minorité « conservatrice » à l'alignement de la CGT sur certaines positions de la Confédération européenne des syndicats (CES). Il est vrai que la CGT est désormais une pièce maîtresse dans le jeu de la CES : Serge Decaillon, son « Monsieur Europe », sera nommé au bureau de la centrale européenne lors de son congrès de Prague, fin mai 2003.

Bien malin qui peut dire comment évoluera la centrale de Bernard Thibaut. Son positionnement sur la réforme des retraites que François Fillon devrait présenter en conseil des ministres à la mi-mai, puis sur la réforme de l'assurance maladie, devrait nous permettre de voir plus clair dans son jeu.

Mais le gouvernement détient un atout dans sa manche : la réforme du dialogue social, auquel sont attachées à la fois la CFDT et la CGT, qui devrait venir en discussion au Parlement à l'automne : voilà qui devrait faire réfléchir la CGT à deux fois avant de s'opposer aux textes gouvernementaux sur la retraite et la maladie.

Nicolas PALUMBO

Régression infantile

Le phénomène est récurrent, mais pas très grave dans la mesure où la contagion mimétique se limite au cercle oligarchique : plusieurs membres de la classe dirigeante sont en phase de régression infantile, marquée par des pulsions fédéralistes attestées par la production de discours délirants.

Au pied levé, je remplace le pauvre Paul Tron qui est en congé maladie de longue durée à cause de l'affaire du K et du Q, qui a ébranlé la rédaction de *Royaliste*. En deux mots : le rédacteur en chef avait dit qu'il fallait écrire Iraq avec un Q, et pas avec un K. On a obtenu, malgré une grosse chikaya au congrès de la NAR. Mais comme l'Académie française a choisi le K, le chef s'est aligné et a entrepris une chasse au Q, dont Paul Tron était devenu ferme partisan.

Les nerfs de notre pauvre stagiaire ont craqué. Ce n'est pas drôle, mais c'est tout de même moins sérieux que la régression infantile qui affecte plusieurs de nos Dirigeants, à droite comme à gauche.

Notre pauvre Paul Tron avait déjà repéré que les trois principales motions socialistes faisaient référence au fédéralisme européen. Moi, ça m'avait rappelé une diatribe d'Alain Duhamel, aboyeur multicolore de la presse bienpensante, qui pestait contre l'élargissement de l'Europe. Puis c'est François Hollande en personne qui s'est déclaré le 31 mars « favorable à une Europe beaucoup plus intégrée, ce qu'on appelle une Europe d'avant-garde », plus précisément « Europe politique avec ceux qui le voudront, à sept ou huit ». Et sans nous laisser le temps de souffler,

François Bayrou, confessant son pessimisme quant aux travaux de la Convention présidée par V. Giscard d'Estaing, déclarait le 4 avril qu'« il faudra qu'un groupe de pays, ceux de la zone euro, s'entende pour construire une entité fédérale au sein d'une Europe intergouvernementale ».

Cette régression vers la petite Europe des riches est un phénomène repéré voici une dizaine d'années, qui s'accompagne de verborbes désirantes assorties de pulsions fédéralistes.

La pathologie s'accompagne de comportements autistiques : le malade en crise ne veut pas reconnaître que Kant a démontré l'impossibilité théorique et pratique de l'Europe fédérale.

Placé devant un jeu de construction après administration de psychotropes (un discours de Raffarin passé en boucle pendant huit heures), le sujet développe des obsessions significatives : par exemple, il sort les huit cubes « Europe fédérale » d'une boîte de onze cubes marquée « zone euro », et place les huit cubes « fédéraux » dans un carton « intergouvernemental » de 25 cubes marqués « zone euro » ou « pas zone euro ». Ne comprenant plus rien, le patient fait une poussée de température. Dans la plupart des cas, une dose de Balladurane fait retomber la fièvre délirante.

Angélique LACANE

Cessez-le-feu

Comment voterait la France à l'ONU sur une résolution de cessez-le-feu en Irak ? La question paraît taboue, mais elle n'est pas purement hypothétique.

Hypothétique ? A partir de quand la question se poserait-elle avec quelque réalité ? A partir de combien de morts ? Un sondage récent montre qu'une majorité des Américains continueraient d'appuyer le président Bush s'il devait y avoir 500 victimes américaines et même 1000 victimes. La majorité ne change de sens qu'à partir de 5000. Mêmes résultats pour les victimes civiles irakiennes. Or la « résistance », qui a tant surpris les médias américains, ne doit pas faire illusion. Pas plus que les bombes « intelligentes ». La réalité de la guerre est toute autre : c'est un jeu de massacre. Ce chiffre de 5000 victimes irakiennes est d'ores et déjà dépassé.

La guerre technologique connaît des accidents, mais la supériorité militaire des forces américaines est telle que, confrontée à une résistance, elle écrase tout sur son passage. Côté irakien, ce sont les pauvres chevaux que les Polonais opposaient en 1939 aux « panzer » allemands. En l'occurrence, des chameaux, des taxis, de petites barques dans les marais. Les témoignages de ce genre sont déjà légion. Coercition ou pas, les irakiens se lancent en vagues humaines successives, comme lors de la guerre avec l'Iran ou toute guerre de tranchées, pour être systématiquement décimés. L'exaltation nationaliste des « gardes républicains » ou populaire et tribale des « fedayin » ne doit pas nous cacher la forêt. Elle sert même de prétexte à des frappes de plus en plus massives sur le

centre des villes. La réalité, ce ne sont pas les héros, c'est le massacre dont nous ne connaissons sans doute jamais le bilan. On discute encore du nombre de morts irakiens de la guerre du Golfe.

Le risque humanitaire est, selon le sondage Ipsos publié le 31 mars, le second motif d'inquiétude des Français avec 31 %, après les conséquences sur la paix dans le monde, et avant le risque de terrorisme, les problèmes économiques, les relations entre communautés, et, en bon dernier, le trouble apporté aux relations avec les États-Unis (qui n'est mentionné que par 7 %). Contrairement aux pressions exercées sur nos autorités par quelques bons esprits qui accordent la priorité à ce dernier motif, il faut impérativement traiter de la situation réelle de la guerre que le Premier ministre a qualifié à juste titre d'« affreuse ». La guerre doit cesser, non par principe parce qu'elle est la guerre, non par défaut parce qu'on voudrait sauver le régime de Saddam Hussein ou revenir au système des inspections. La guerre doit cesser parce qu'elle est « affreuse », en raison de la dissymétrie extrême des moyens, en raison de la stratégie du Pentagone. C'est la façon dont elle est menée qui la discrédite.

Certes, nous le savions avant et ce fut une des raisons majeures pour avoir voulu l'éviter et ne pas y participer. Le président français paraît avoir choisi de ne pas critiquer la manière dont la guerre est conduite : ce n'est pas notre guerre. Nous ne voulons pas être accusés de gêner nos alliés même si nous ne les

aidons pas. Toute la question est de savoir quand et comment nous abandonnerons cette ligne. Il le faudra bien pourtant : seul le choix du moment opportun reste en suspens.

Une résolution de cessez-le-feu serait évidemment bloquée par les veto américain et britannique. Mais que ferait la France ? s'abstiendrait-elle ou voterait-elle en sa faveur ? Nous espérons que nous privilégierons la seconde démarche pour l'honneur, mais aussi par réalisme, pour l'avenir de l'Irak et pour la reconstruction de la légalité internationale à laquelle nous donnons la priorité.

L'avenir de l'Irak sera déjà décidé si nous attendons la phase dite de « reconstruction » : il nous revient d'anticiper les scénarios de sortie de la guerre. La « victoire » totale recherchée par l'administration Bush conduisant à la guerre totale, nous devons rechercher d'autres issues de concert avec les voisins arabes, turc et iranien, et la Russie.

La légalité internationale, contrairement à l'ordre juridique établi en 1945 par les « vainqueurs », doit plutôt s'inspirer des traités de Westphalie qui ont su modérer, lier, contraindre les dits vainqueurs. La France en a été la grande instigatrice par le choix initial qu'avait fait Richelieu de ne pas participer au conflit qui devait devenir la guerre de trente ans. Espérons qu'on n'en viendra pas là, mais la tâche qui fut celle des négociateurs de la paix de Westphalie est devant nous, bien plus ambitieuse que celle qui attend les administrateurs de l'occupation qui se concocte pour l'après-guerre, après le désastre.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **BULGARIE** – Le roi Siméon a participé au Sommet de Snagov en Roumanie qui réunissait les Premiers ministres des pays de l'Est candidats à l'Otan. A cette occasion il s'est longuement entretenu avec le roi Michel de Roumanie. Interrogé par les journalistes sur les chiffres défavorables d'un récent sondage, selon lequel 72 % des Bulgares estiment que Siméon n'avait pas atteint les objectifs qu'il s'était fixés lors de sa déclaration de candidature au poste de Premier ministre le 3 avril 2001, il a fait remarquer qu'il avait été élu, en juillet 2001, pour quatre ans et n'avait donc pas encore atteint la moitié de son mandat.

♦ **MALAISIE** – Le neuvième sultan de Selangor, Sharafuddin Idris Shah, qui a succédé à son père Salahuddin Abdul Aziz Shah décédé en novembre 2001, a été solennellement couronné le 8 mars dernier dans la cité royale de Klang. Son fils unique Tengku Amir Shah, âgé de douze ans, tenait une place d'honneur à la cérémonie en sa qualité de prince héritier. Le sultanat de Selangor est un des treize États de la Fédération de Grande Malaisie.

♦ **JORDANIE (1)** – Dans un entretien accordé à l'agence de presse jordanienne Petra, le roi Abdallah, après avoir rappelé les efforts qu'il avait déployés pour empêcher que « le pays-frère d'Irak soit exposé à une invasion », a déclaré que « lui-même et son peuple étaient en accord pour rejeter et condamner cette invasion ». Il a ajouté qu'il « croyait en la démocratie et dans le droit des peuples à choisir leur dirigeants et ne pouvait imaginer qu'aucun peuple ne puisse accepter des dirigeants qui lui seraient imposés de l'extérieur ». « Notre position est claire et franche », a-t-il insisté, « la Jordanie n'a pas été et ne sera pas une rampe de lancement pour aggraver l'Irak. Nous avons été sollicités pour ouvrir notre espace aérien aux avions militaires, nous avons fermement rejeté cette demande ».

♦ **JORDANIE (2)** – La reine Rania de Jordanie est venue à Paris inaugurer à l'Unesco l'exposition « Lever le voile » qui rassemble les œuvres de cinquante et une femmes artistes venant de vingt et un pays musulmans. Faisant allusion aux événements du Proche-Orient elle déclara : « En ce moment particulièrement dangereux de notre histoire, les femmes peuvent aider à restaurer et à maintenir le dialogue entre l'Orient et l'Occident ». La veille, la reine avait été accueillie à la Grande mosquée de Paris par son recteur le D^r Dalil Boubaker.

♦ **BELGIQUE** – C'est en présence de nombreux membres de familles royales qu'a été célébré, le 12 avril, le mariage du prince Laurent, fils cadet du roi Albert II, avec Mlle Claire Coombs. Les cérémonies ont eu lieu en l'Hôtel de Ville de Bruxelles puis en la cathédrale Saints Michel et Gudule où officiaient le chanoine doyen de Bruxelles, le chanoine doyen de Laeken et le père Guy Gilbert, sous la présidence du cardinal Danneels archevêque de Malines-Bruxelles.

S

ouvent les ouvrages concernant le monde du renseignement doivent être tenus en suspicion car ils cèdent volontiers à

une vision policière de l'histoire, riche de complots inventés. Le livre que Catherine Durandin a consacré à la CIA tranche sur cette production par la prudence de la réflexion et le sérieux de la recherche. Historienne, spécialiste de la Roumanie et des États-Unis, notre invitée a exploré les archives, scruté les mémoires des acteurs de la guerre froide, rencontré de nombreux témoins dignes de foi. Voici les succès, les contradictions et les faiblesses d'une Agence ni romantique, ni diabolique.

■ **Royaliste :** Vous êtes connue comme spécialiste de la Roumanie. Comment êtes-vous passée, en quelque sorte, de la Securitate à la CIA ?

Catherine Durandin : Parallèlement à mes études roumaines, je travaille depuis plusieurs années sur les rapports franco-américains. J'ai publié après la fin de la guerre froide un ouvrage intitulé « *La France contre l'Amérique* » et j'avais alors une vision assez optimiste des relations euro-atlantiques qui n'est plus la mienne aujourd'hui. J'ai, dès le début de mes études, cherché à comprendre le rapport entre Nation et Empire, ce qui m'a amenée à m'intéresser à la Roumanie après les voyages du général de Gaulle et de Richard Nixon, en 1968 et 1969 au moment où l'on parlait beaucoup de la dissidence des Roumains vis-à-vis de l'Union soviétique. Les archives prouvent que ce fut là, une illusion...

Mes recherches sur la CIA avaient commencé bien avant le 11 Septembre, à la suite de la biographie que j'avais consacrée au président Nixon. Déjà, je m'intéressais à la problématique de la transparence, au mensonge, au rôle d'Henri Kissinger et je m'étais demandée s'il était possible de faire un travail historique sur la CIA. Cette recherche me tentait d'autant plus que je me demandais quel avait été le rôle exact des États-Unis dans le renversement des régimes

communistes — tout particulièrement en Pologne et en Roumanie. Enfin, après le 11 Septembre, je me suis demandée pourquoi la CIA était tellement critiquée alors que son directeur, George G. Tenet, demeurait en place.

■ **Royaliste :** Comment avez-vous travaillé ?

Catherine Durandin : J'ai la chance d'avoir un mari américain et historien qui m'a donné les introductions nécessaires pour accéder aux documents, dont certains sont d'ailleurs disponibles si l'on fait preuve de quelque obstination. Il n'y a pas aux États-Unis de délais légaux pour l'ouverture des archives ; par exemple, les documents relatifs au Chili sont disponibles depuis 1998.

Bien entendu, il est fort possible que la totalité des documents ne soit pas mise à la disposition des chercheurs. De fait, de nombreuses questions restent sans réponse. Mais j'ai tout de même fait des découvertes tout à fait passionnantes.

Il me faut encore dire que cette histoire de la CIA n'est pas complète puisqu'on ne peut pas accéder à l'ensemble des archives soviétiques. Je tiens à préciser, enfin, que ma démarche ne doit rien à l'enquête de terrain ; elle se veut historique de bout en bout.

■ **Royaliste :** Avez-vous rencontré d'anciens agents de la CIA ?

Catherine Durandin : Après le 11 Septembre, beaucoup d'agents de la CIA se sont exprimés en public.

A Washington, j'ai notamment rencontré Robert Baer qui a publié en 2002 un ouvrage (*See No Evil*) qui a été traduit en français. C'est un homme plein de ressentiment, aussi bien contre l'administration Clinton que contre l'actuel gouvernement : il a surtout travaillé au Proche-Orient, il dénonce l'Arabie saoudite comme première responsable du terrorisme et prépare un livre sur ce sujet.

Autre personnage intéressant, Duane D. Clarridge, qui a lui aussi publié en 1997 un ouvrage non traduit (*A Spy for all seasons*) et qui est lui aussi très amer par rapport au fonctionnement de la CIA.

Tous deux dénoncent la bureaucratie de l'Agence et se plaignent parce qu'ils ne sont pas reconnus suffisamment comme agents de renseignements, disposant d'un savoir solide et parce qu'ils ne sont pas non plus intégrés au système de la décision politique. Ces sentiments sont à mon sens ambigus : la CIA est faite pour chercher des renseignements, pas pour définir et mettre en œuvre une ligne politique. Quoi qu'il en soit, Robert Baer n'a pas supporté d'avoir été lâché alors qu'il préparait en Irak un attentat contre Saddam et il a démissionné : il était trop impliqué dans une politique pour

accepter que le pouvoir puisse en changer brutalement.

■ **Royaliste :** Ce n'est pas la seule crise que vous évoquez. Il y en eut de plus graves...

Catherine Durandin : En effet... La CIA est une haute société fondée en 1947, au début de la guerre froide, et qui faisait preuve de cohérence et d'efficacité. Les militaires étaient hostiles à la création d'une telle agence et il y a toujours des grincements sur ce point. Au Congrès aussi, beaucoup s'opposaient au nom de la transparence à un service qui toucherait à la vie privée des citoyens, refusant que la lutte contre le communisme soit menée par des moyens non démocratiques.

C.I.A

Le bras de l'Amér



Armée i que

La crise principale de la CIA se situe en 1975, après le Watergate, après la démission contrainte de Richard Nixon. Il y eut à cette époque un déferlement de révélations ahurissantes sur les opérations en Amérique latine, sur l'usage de drogues pour faire parler les suspects, ce qui avait beaucoup choqué l'opinion. Le fait que certains universitaires étaient utilisés à leur insu dans le cadre de programmes de la CIA avait également fait scandale. Cette crise a entraîné beaucoup de démissions et c'est alors que George Bush fut appelé par l'administration Ford pour remettre de l'ordre dans l'Agence.

Une nouvelle crise s'est produite après la guerre froide

lorsque beaucoup d'experts en « soviétologie » furent mis au chômage. L'indifférence de l'administration Clinton à l'égard de l'Agence a également provoqué un malaise important.

■ Royaliste : Avez-vous travaillé sur toutes les zones d'intervention de l'Agence ?

Catherine Durandin : Non, car il m'aurait fallu plusieurs années supplémentaires de recherches. Je m'en suis tenue aux rapports Est-Ouest, en comparant les témoignages, les archives disponibles et les mémoires qui ont été publiés. Par exemple j'ai travaillé sur les mémoires de Kissinger, et j'ai pu combler certains « oublis » : par exemple une visite de Kissinger à Pinochet en 1976, au cours de laquelle le secrétaire d'État a assuré le dictateur du soutien des États-Unis, notamment pour les actions de renseignement que les services chiliens menaient en coopération avec d'autres services latino-américains.

Quant à la fin de la guerre froide, George Bush (ancien directeur de l'Agence) ne nous dit pas grand chose dans ses mémoires du rôle joué par les États-Unis en Pologne et en Roumanie avant l'été 1989. Il indique simplement qu'il a eu de longues conversations avec le général Jaruzelski. En fait, il s'agissait d'envisager une transition sans effusion de sang par accord entre Jaruzelski et Lech Walesa.

■ Royaliste : Et la Roumanie ?

Catherine Durandin : Je n'ai pas eu accès aux archives mais j'ai eu des conversations avec des enfants d'internationalistes qui avaient quitté la Roumanie pour venir s'installer aux États-Unis – je pense plus précisément à Vladimir Tismaneanu. J'ai aussi recueilli les témoignages de Roumains favorables à M. Gorbatchev. J'ai analysé les témoignages de Silviu Brucan. Celui-ci vivait à Bucarest sous la surveillance de la Securitate, mais il avait pu se rendre aux États-Unis, à Londres et à Moscou avant de rentrer chez lui, tout cela en 1988-1989...

A Washington, Silviu Brucan a rédigé une lettre menaçante pour Ceaucescu, qui a été signée par six anciens internationalistes avant d'être adressée de Roumanie à la BBC. C'est dire le rôle joué par les États-Unis dans le renversement du dictateur roumain. Cet épisode montre que la CIA peut travailler très efficacement, dans une perspective à long terme et passer les compromis nécessaires, accepter des régimes qui peuvent convenir aux visées à plus long terme des États-Unis.

D'une manière plus générale, la CIA a agi avec intelligence et discrétion dans toute l'Europe centrale et orientale avant la chute du mur de Berlin. Ainsi, la conférence de Malte de décembre 1989 entre M. Gorbatchev et G. Bush est présentée par ce dernier comme une conversation presque amicale. Or la CIA avait préparé minutieusement les discussions, afin d'empêcher le président soviétique d'évoquer la question des armements nucléaires et d'avancer l'idée d'une Allemagne neutre. Les Américains ont donc laissé Gorbatchev parler autant qu'il le voulait des valeurs universelles, mais ils sont parvenus à contrôler étroitement la manière d'aborder les questions diplomatiques et militaires décisives.

■ Royaliste : Avez-vous étudié les relations entre les États-Unis et l'Irak ?

Catherine Durandin : Oui, j'ai trouvé des références précises dans les archives de la CIA sur l'implication de Kissinger dans l'armement de

l'Irak par les financements chiliens et italiens. En général, mes sources se croisent avec celles d'Éric Laurent, auteur de *La Guerre des Bush*, sur le financement par les Américains de l'Irak pendant la guerre avec l'Iran et au-delà. George Bush avait rédigé une note en novembre 1989 pour que le financement de l'Irak soit assuré. Ce soutien s'est prolongé au moins jusqu'en février 1990 : les Américains ont même invité des chercheurs irakiens à assister à des expériences nucléaires. Il est tout de même un peu rapide de proclamer en août 1990 que l'on découvre soudain Saddam comme un nouvel Hitler !

■ Royaliste : Quelle est actuellement la réputation de la CIA aux États-Unis ?

Catherine Durandin : Depuis le 11 Septembre la CIA a très bonne presse et elle recrute énormément : plusieurs dizaines de milliers de candidatures lui ont été adressées. L'Agence fait également beaucoup pour se donner une respectabilité : un de ses agents mort au combat en Afghanistan a été présenté comme membre de la CIA (ce qui ne se faisait pas auparavant) et enterré en tant que tel au cimetière d'Harlington à Washington.

Cela dit, l'entourage de George W. Bush ne travaille pas seulement avec la CIA mais avec des *lobbies* qui sont très efficaces. Par exemple, on voit apparaître en Europe orientale un *lobby* dirigé par Bruce Jackson, sénateur républicain d'extrême droite, évangéliste, et qui anime, entre autres, le *project of transitional democracies* après avoir travaillé, depuis 1996, dans le cadre d'un comité préparant l'extension de l'Otan aux pays de l'Est européen.

Il y a plusieurs organismes de cette sorte. Ils ne font pas du renseignement, mais ce sont des agents d'influence très puissants, ce que j'ai pu constater en lisant certains journaux roumains, qui appuient sans réserve la guerre actuellement menée par les Américains en Irak.

Propos recueillis par B. La Richardais

Catherine Durandin – « *La CIA en guerre* », Grancher, prix franco 20 €.



Acrimed

Comment regarder la télévision sans s'y laisser prendre ? Une solution simple et rapide consiste à consulter sur la Toile un remarquable observatoire des médias (Acrimed) qui offre de surcroît un lot important d'archives fort instructives.

On y trouvera par exemple une forte analyse du discours général de TF1 sur la guerre en Irak, où l'on voit comment le récit médiatique en vient à justifier une guerre illégitime et à quel point cette chaîne est fascinée à la fois par la puissance militaire et par la propre puissance de la télévision.

Du même coup, on fait la connaissance du site de « Pour Lire Pas Lu » beaucoup plus polémique (parfois trop, lorsqu'on se moque du physique des personnalités) et encore plus cruel qu'Acrimed, présenté comme la « vitrine universitaire » de PLPL.

Le dossier rassemblé contre le *Quotidien Vespéral des Marchés*, autrement dit le *Grand Quotidien de Référence que le Monde Entier Nous Envie* (GORMENE) est particulièrement édifiant. L'éloge de Bernard-Henri Lévy et d'Alain Minc par Daniel Schneidermann est un modèle du genre.

Par ailleurs, les citations des sommets du *Nouvel Observateur* appelant à la guerre d'agression contre la Yougoslavie nous rappellent que les intellos se laissent aller avec une extrême facilité à la pulsion de mort. L'analyse idéologique et financière des *Inrockuptibles* éclairera les beaux esprits. Le recensement des fausses insolences, grimaces du conformisme libéral-libertaire, déniaise à souhait.

Y. LANDEVENNEC

(1) Acrimed (Action-Critique-Médias) : <http://acrimed.samizdat.net>.

Énigmes chinoises

Depuis le massacre de la place Tien An Men, les Français ne s'intéressent plus guère à la Chine. Le pays est en transition, mais ce sont les Chinois qui viennent vers nous, plus que nous n'allons les voir. Bien à tort...

Comme dirait Lacan, nous sommes des sujets supposés savoir. Et Jean-Luc Domenach, qui parcourt la Chine depuis des années et qui s'y est installé pour encore mieux l'étudier, résume avec une douce ironie les « bavardages légitimes » de la société européenne au tournant du millénaire : la Chine est un grand pays, figurez-vous, plein de Chinois subtils qui ont gardé les superstructures communistes pour mieux rentrer dans le marché globalisé.

En bref, la Chine s'est éveillée conformément à la prophétie d'Alain Peyrefitte et de ses sept nègres : elle va redevenir un empire puissant où déjà il fait bon investir...

Les « bavards légitimes » auraient avantage à simplement feuilleter le nouveau livre de Jean-Luc Domenach : ils constateront que le mot « énigme » revient souvent, trop souvent pour qu'on ne se décide pas à une lecture attentive - préalable indispensable à une approche prudente d'un pays où rien n'est joué.

Ne croyez pas, cyniquement, comme un dirigeant du Medef, que le Parti communiste se charge du maintien d'un ordre propice au développement des affaires. « Il règne sur la Chine tout entière comme une odeur de poudre », écrit Jean-Luc Domenach. Attentats à l'explosif, violences à la manière du *Western*, agitation des sectes, grèves par dizaines

de milliers et imposantes manifestations ouvrières ponctuent la transition économique marquée par la crise du secteur public et l'extension massive du chômage.

Ne vous laissez pas impressionner par l'excellent taux de croissance (7 % en moyenne par an au cours des vingt dernières années). Les indéniables progrès économiques chinois ne doivent pas masquer les immenses problèmes énergétiques, urbains, écologiques, bancaires, ni l'anarchie financière : nous sommes toujours en présence d'un pays en voie de développement - développement inégal, impitoyable pour les faibles, qui risque d'aggraver les troubles intérieurs.

Ne croyez pas, naïvement, que vous allez côtoyer une société acquise à la mondialisation, débordante de sympathie pour l'Occident et d'amitié pour ses voisins d'Extrême-Orient. La Chine est encore largement paysanne, donc pour une part étrangère à la mondialisation ; ses nouvelles élites cultivent des relations ambiguës avec l'étranger et ses réseaux compliqués, qui ne se réduisent pas aux associations mafieuses, ne se laissent pas facilement comprendre ni pénétrer.

Quant à la politique étrangère chinoise, elle est encore incertaine et il existe un nationalisme chinois, lui aussi énigmatique, mais actif et dangereux. La question de Taiwan ne connaîtra pas né-

cessairement une issue pacifique, et le jeu de la Chine à l'égard du Japon est devenu « plus brutal et plus risqué ». Sans aucune doute, la Chine veut redevenir une grande puissance, mais il n'est pas sûr que ce « colosse aux pieds d'argile » ait les moyens de ses ambitions et parvienne à se faire reconnaître par ses principaux partenaires.

Ce n'est pas seulement une affaire de production, de structures financières ou de capacités militaires. La Chine reste une énigme pour elle-même : une forte proportion de la population chinoise ne comprend plus sa minorité active d'entrepreneurs dynamiques branchés sur Internet, ses intellectuels font l'épreuve de la confusion idéologique qui règne, de manière inévitable mais temporaire, au lendemain des épreuves totalitaires ; la démarche des dirigeants politiques n'est pas non plus très assurée.

C'est cette Chine de l'incertitude qui s'ouvre au monde, ce sont ces Chinois à la fois fiers et dubitatifs qui vont à la rencontre d'un Occident qui n'a pas besoin d'eux, qui ne s'intéresse plus à eux. Double souffrance, pour ces Chinois, de la remise en question par confrontation à un monde développé qu'ils méconnaissent encore et qui les ignore.

Nul doute que Jean-Luc Domenach aidera les Chinois à mieux se comprendre tout en éclairant les Français sur les risques et sur les chances d'une transition qui n'est pas achevée.

Annette DELRANCK

(1) Jean-Luc Domenach, *Où va la Chine ?* Fayard, 2002 - prix franco : 20 €.

Le champ de la démocratie

Voilà bien longtemps que ce journal s'intéresse aux travaux de Pierre Rosanvallon. Il n'est pas exagéré de dire que c'est toujours sous l'angle du plus vif intérêt et de la bienveillance que nous l'avons lu, parfois reçu. Il nous apprenait énormément. Nous étions impressionnés par l'étendue et la densité de son exploration. Et ce qui renforçait notre empathie pour sa recherche trouvait sans doute une part de son explication par un accord sous-jacent. La démocratie qui était son champs d'exploration échappait aux simplifications idéologiques. Le dix-neuvième siècle était le lieu d'énigmes d'autant plus troublantes qu'elles se prolongeaient jusqu'à nos jours. Trouver pourquoi on est d'accord n'est pas toujours la tâche la plus facile. Je me souviens encore d'une très longue visite à Michel Foucault au terme de laquelle celui-ci déclarait à un de ses familiers, un peu étonné de trouver des royalistes en discussion avec l'auteur des *Mots et des choses* : « Nous étions en train d'essayer de comprendre pourquoi nous étions d'accord ».

La leçon inaugurale, prononcée au Collège de France par Pierre Rosanvallon le jeudi 28 mars 2002, pourrait bien nous faciliter la tâche. En quelques pages denses, l'historien fait la synthèse de son œuvre et livre les clés de sa méthode pour mieux préciser son objet. S'il fallait le résumer d'un mot, nous ne saurions nous contenter, malgré son intérêt, de l'expression « phénoménologie empirique » qu'il reprend à sa collègue Anne Fagot-Largeault, car ce qui doit apparaître c'est le phénomène de la démocratie tel qu'il s'est formé au long du dix-neuvième siècle, et tel qu'il reste largement non identifiable : « *C'est toujours dans les conditions de sa mise à l'épreuve que peut se déchiffrer la politique. Son histoire est pour cela attention au travail de ses antinomies, analyse de ses bords et de ses points de basculement, examen des déceptions et des désarrois qu'il suscite. Mon travail prend pour cette raison comme objets privilégiés les inaccomplissements, les fractures, les tensions, les limites et les divagations qui dessinent l'image en creux de la démocratie.* »

Alors là, oui, se dessine un accord certain, qui explique notre intérêt constant. Pourtant, il faut bien avouer qu'il y a quelques mois nous avons failli perdre un peu pied, avec la polémique lancée par Daniel Lindenberg sur les nouveaux réactionnaires. Tout indiquait, en effet, que Pierre Rosanvallon avait encouragé et inspiré cette diatribe qui provoqua un émoi considérable. Pas question de reprendre ici l'analyse de Lindenberg. Mais tout de même, que voulait-il et à qui en voulait-il réellement ? Marcel Gauchet et Pierre Manent étaient bien au centre du dispositif, et on avait l'impression, sans en avoir la certitude apodictique, que c'était leur interrogation très critique sur le destin présent de la démocratie qui avait provoqué ce tir au bazooka.

Il y avait tout de même de quoi y perdre son latin, car ni l'un, ni l'autre ne pouvaient être sérieusement suspects d'hostilité à la « société ouverte » qui caractérise le meilleur de l'aspiration démocratique. Alors, fallait-il discerner dans cette charge de cavalerie l'écho d'une colère et d'un dépit « progressistes » ? Dans ce cas, la démocratie, comme dirait Paul Thibaud, prend une allure *panglossique* (du nom du fameux héros de Voltaire dans *Candide*), et il n'y a plus qu'à se laisser aller à la douce certitude d'un progrès mirifique, d'une humanité forcément heureuse, à moins qu'elle ne soit chahutée par de méchants réactionnaires qui ne rêvent que retour aux temps mérovingiens. Dans ce cas, Pierre Rosanvallon lui-même devenait suspect. Car sa façon de comprendre l'évolution historique n'était nullement panglossique, ou leibnizienne (au sens du *Meilleur des mondes*). Bien au contraire, c'était dans la complexité, l'ambiguïté et l'énigme qu'il n'avait cessé de mener son enquête et peut-être lui était-il arrivé d'être plus sévère que les prétendus réactionnaires quant à certaines illusions lyriques et certains raccourcis idéologiques.

par Gérard Leclerc



Dans la leçon inaugurale du collège de France, le nouveau professeur ne manque pas de marquer, par exemple, sa différence avec les théoriciens modernes de la démocratie, Rawls et Habermas, dont il ne médit nullement mais dont il regrette que la formulation notoirement *normative* se déploie au détriment de l'*essence aporétique du politique*. Le politique est en effet le domaine des impossibilités et des illogismes, rebelle à toute résolution procédurale, qu'elle vienne du droit ou de la morale. Et comme pour aggraver son cas, Rosanvallon se flatte également d'avoir rendu disponibles les œuvres de ces critiques redoutables du régime représentatif que sont Robert Michels et Moïse Ostrogorski. Il s'agit de dévoiler les modes de confiscation du pouvoir, les formes de manipulations et la fatalité propre aux partis politiques de créer des systèmes oligarchiques. Il est vrai que l'historien et l'observateur des sciences sociales n'entend pas en rester là et que, plutôt que de conclure à la faillite des finalités démocratiques, il rebondit sur la fécondité des contradictions, en montrant qu'elles sont la condition de fonctionnement d'un système toujours en devenir et en reformulation.

Le propos de Rosanvallon consiste le plus souvent à désenchanter les idées toutes faites, pour creuser plus profond, pour élucider les phénomènes à leur degré le plus intime et le plus réel, là où les concepts théoriques peinent à traduire les choses en acte. En ce sens, son travail semble aboutir à une relative déconstruction des concepts trop systémiques. Mais c'est aussi dans le but de parvenir à une compréhension plus générale, voire à une perception d'un imaginaire *social plus global*. Ce n'est pas une vision désincarnée de la politique et de l'histoire qui résulte d'une telle entreprise. Qu'en conclure, sinon que la démocratie qui correspond à des aspirations dont la légitimité est indéniable, ne saurait se réduire à un système de raisons infaillible, à un exercice parfaitement cohérent d'institutions. Tout comme l'histoire, elle se vit dans l'économie d'un temps, éphémère et pérenne à la fois. L'art politique sera toujours la plus difficile des conquêtes.

Pierre Rosanvallon – « *Pour une histoire conceptuelle du politique* » - Seuil, prix franco : 9 €.

Ceci n'est pas un artiste !

Actuellement se tient au musée du Jeu de Paume une exposition consacrée au peintre et dessinateur belge René Magritte (1898-1967).

Au rebours de Matisse ou de Picasso qui faisaient de leurs recherches formelles le contenu de l'œuvre, Magritte cherche le monde et sa raison d'être. Mais comme il subvertit les apparences en des images insolites, réunissant des objets hétéroclites, défiant les lois de la perception immédiate de l'espace et du temps, dissociant l'image des choses et l'image des mots qui la désignent ou nomment l'objet représenté, c'est un peu vite qu'on a voulu faire de lui un peintre surréaliste. Lui-même s'est prêté au jeu et, répondant à l'appel de Breton, a pu croire ou faire croire qu'il avait sa place dans l'entreprise la plus importante (et sans doute la plus discutable, voire la plus décevante) de la première moitié du XX^e siècle.

Le sentiment saisissant qu'impose l'exposition du Jeu de Paume, c'est que d'une part Magritte est trop grand pour se couler dans une école et que d'autre part sa démarche est aux antipodes du catéchisme surréaliste. Là, en effet, où le Pape enseignait le dogme du court-circuit de la Raison et le salut par l'écriture automatique, Magritte ne cesse d'exalter le travail patient, l'observation juste du réel jusqu'à l'académisme et surtout il travaille pour la raison dont il exalte les pouvoirs. J'ose le mot : c'est un grand classique. Son maître, c'est De Chirico et au-delà Uccello.

La puissante originalité de Magritte aura été de dissocier

la Raison de la perception naïve du réel, reçue peut-être en héritage de la Renaissance. Comme les peintres du Quattrocento, il peint le réel, mais ce n'est plus le réel fourni par les sens et purifié par la raison, simplifié, esthétisé, c'est un réel donné par les lois nouvelles de la raison libre et consciente de sa qualité arbitraire. Si, comme les peintres de la Renaissance, Magritte quête l'invisible du monde, ce n'est plus dans la recherche d'une harmonie, c'est dans le triomphe d'un chaos tranquille. Comme pour eux, la peinture est chose mentale. On ne peut mieux définir son opposition au surréalisme.

Il en résulte un vertige qui vaut bien toutes les fureurs de Breton ou les délires de Dalí : nous ne savons plus, face à ces toiles, ce qui est réalité, ce qui est tableau, ce qui est langage. Car Magritte rompt la discontinuité rassurante du monde et de l'œuvre dans des exercices d'une intelligence inouïe auxquels participe une technique dont la maîtrise saisissante, au lieu d'être un obstacle à la lecture du tableau, lui confère sens et présence !

Si l'artiste est futile, Magritte n'est pas un artiste : mais quel peintre ! Quel penseur !

Alain FLAMAND

Exposition « Magritte » du 11 février au 9 juin 2003 dans la Galerie Nationale du Jeu de Paume, 1 Place de la Concorde, 75008 Paris.

Dumas et l'affaire du collier

Faisant suite à *Joseph Balsamo, Le Collier de la reine* parut en feuilleton dans *La Presse* d'Émile de Girardin, peu de temps après la Révolution de 1848.

Avec *Joseph Balsamo, Ange Pitou* (qui a pour thème la prise de la Bastille), *La Comtesse de Charny* (qui raconte les dernières heures de la monarchie) et *Le Chevalier de Maison-Rouge, Le Collier de la reine* s'inscrit dans un vaste ensemble nommé « Mémoires d'un médecin ». En racontant la Révolution française, Alexandre Dumas s'est assigné un vaste et ambitieux objectif : « *narrer le passage d'un monde à un autre monde* ».

La figure de Marie-Antoinette domine ce volumineux récit : « *Rien de hasardé sur la femme reine, rien de douteux sur la reine martyre. Faiblesse de l'humanité, orgueil royal, nous peindrons tout c'est vrai ; mais comme ces peintres idéalistes qui savent prendre le beau côté de la ressemblance ; mais comme elle faisait l'artiste au nom d'Ange, quand dans sa maîtresse chérie il retrouvait une madone sainte ; entre les pamphlets infâmes et la louange exagérée, nous suivrons, triste, impartial et solennel, la ligne rêveuse de la poésie. Celle dont le bourreau a montré au peuple la tête pâle a bien acheté le droit de ne plus rougir devant la postérité* ».

Et plus loin : « *La reine fut toujours femme, elle se glorifiait d'être aimée. Certaines âmes ont cette aspiration vers la sympathie de tous ceux qui les entourent : ce ne sont pas les âmes les moins généreuses en ce monde. Hélas ! il viendra un moment, pauvre reine, où ce sourire qu'on te repro-*

che envers les gens qui t'aiment, tu l'adresseras en vain aux gens qui ne t'aiment plus ».

Beaucoup s'accordent à considérer l'affaire du collier (qui, du reste, inspira de nombreux historiens : Émile Campardon, Frantz Funck-Brentano, Louis Hastier, Alexander Lernet-Holenia, Frances Mossikar, ...) comme annonciatrice de la fin du règne de Louis XVI.

« *Ces intrigues, écrivit Goethe, détruisirent la dignité royale. Aussi l'histoire du collier forme-t-elle la préface immédiate de la Révolution. Elle en est le fondement* ».

D'Alexandre Dumas, le regretté Henri Lemaître écrivit naguère : « *peu curieux de stricte exactitude historique, il évoque avec vigueur l'atmosphère de l'époque décrite. Ses personnages fougueux affrontent infatigablement des situations parfois réellement poignantes. Il fallait de la carrure pour ne pas crouler sous une production aussi énorme* ».

C'est un récit vivant, passionnant, haut en couleurs, où action et passion se marient, que signe ici Alexandre Dumas. Professeur à l'Université de Lille III, Sylvie Thorel-Cailleteau nous propose une excellente édition de ce superbe roman historique..

Michel TACK

■ Alexandre Dumas, « *Le Collier de la reine* », édition présentée, établie et annotée par Sylvie Thorel-Cailleteau, Gallimard, collection Folio n° 3644, 1042 pages - prix franco : 14 €..

Souscription

Gueux comme des rats...

Voici un mois, je lançais, comme tous les ans, notre traditionnel appel à l'aide afin que vos dons viennent combler notre déficit chronique. Cette année nous avons été obligés de fixer l'objectif plus haut que d'habitude car les frais de fabrication de *Royaliste* ont augmenté d'une manière substantielle et c'est donc 14 000 euros qu'il nous faut réunir avant les vacances d'été. Compte tenu des sommes recueillies auparavant et des premières réponses à mon appel (liste ci-dessous) il reste encore un peu plus de 10 000 euros à trouver...

Ai-je besoin d'insister sur le caractère vital du succès de cette souscription ? Comme chaque année, c'est non seulement nous donner les moyens pour notre développement mais c'est assurer l'existence même du journal. Voilà l'enjeu ! Si vous pensez que *Royaliste* occupe une place unique et que s'il venait à disparaître ce serait vraiment attristant, alors n'attendez pas, envoyez-nous votre participation financière (chèques à l'ordre de *Royaliste*, en précisant « pour la souscription »). Merci de votre réponse la plus généreuse possible...

Yvan AUMONT

6^e liste de souscripteurs

Christian Authier 40 € - Christophe Bertorelle 20 € - Djamel Boudjelal 25,90 € - P.-Y. B. (Hauts-de-Seine) 152 € - François Bourguignon 50 € - Marianne Constant 30 € - Michel Cornet 50 € - Jean-Michel Dejenne 20 € - Anne-Marie Delcambre 50 € - Luc Durand 25 € - Michèle Dutac 14,48 € - Max Gallo 100 € - Henri Houzet 54 € - Patrick Jacques 15,34 € - Hélène Joannelle 30 € -

Blandine Kriegel 80 € - Guy Leclerc-Gayrau 20,58 € - Michel Paris 30 € - A.P. (Haute Saône) 20 € - Olivier-Henri Pfister 20 € - Yolande de Prunel 100 € - Jacques Roué-Daéron 30 € - Hervé Rumin 5 € - François Tanné 100 € - G.T. (Meurthe-et-Moselle) 30 € - François Viet 20 €.

Total de cette liste : 1054,10 €
Total précédent : 2535,22 €
Total général : 3589,32 €

François PERROUX

François Perroux (1903-1987) était à la fois un royaliste convaincu et un économiste de renommée mondiale. Il a laissé une oeuvre importante dont les concepts sont toujours d'actualité et gardent un caractère opérationnel étonnant.

Ce sont les raisons pour lesquelles nous lui avons consacré

un numéro complet de notre revue *Cité* (numéro 40 - prix franco 7 €). D'autre part nous avons rassemblé en une petite brochure le texte des entretiens qu'il avait bien voulu nous accorder ainsi que les articles que nous avons publiés à son sujet (la brochure prix franco 2,50 €).

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : *Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

• **Mercredi 23 avril :** Naguère considéré par certains de ses collègues comme le fondateur de l'école française d'économie, François Perroux est aujourd'hui un savant méconnu : ses ouvrages ne sont jamais cités, sa pensée n'est pas prise en compte dans le débat médiatique sur l'économie. Mais ce ne sont pas les médias qui jugent l'importance d'une œuvre, et qui assurent sa postérité ! François Perroux a de nombreux disciples, il est attentivement étudié par les jeunes économistes et les travaux aujourd'hui publiés montrent la vitalité de sa pensée. « François Perroux, un économiste pour le XXI^e siècle » : telle est la conviction des auteurs du numéro spécial qui lui est consacré par la revue *Cité* sous l'égide de François Denoël. Les travaux rassemblés dans notre revue feront l'objet d'un débat entre Bertrand Renouvin et Jean-Claude DELAUNAY, professeur d'économie à l'université de Marne-la-Vallée, directeur de l'Atelier de re-

cherches théoriques François Perroux et auteur dans *Cité* d'un article sur la question du pouvoir économique.

• **Mercredi 30 avril :** Comment ignorer une organisation politique qui a rassemblé, sur le nom de sa porte-parole, plus de 5 % des suffrages, soit plus d'un million et demi de voix, au premier tour de l'élection présidentielle de 2002 ? Ce succès est-il tout entier dû à la figure emblématique d'Arlette Laguiller - puisque c'est d'elle qu'il s'agit ? Quelle est la nature de l'organisation qui la soutient ? Derrière l'aimable figure d'une militante exemplaire, faut-il voir une structure clandestine, animée par un homme de l'ombre et diffusant une idéologie sectaire ? Ces questions, parmi bien d'autres qui touchent au trotskisme, Christophe BOURSEILLER les a posées au mystérieux « Hardy », (Robert Barcia) qui a, pour la première fois, accepté de retracer son propre itinéraire et d'exposer les positions du mouvement auquel il appartient. Ces conversations avec un écrivain et journaliste qui nous a déjà présenté plusieurs de ses livres (sur les maoïstes, sur Guy Debord) font l'objet d'un ouvrage qui conte « la véritable histoire de Lutte ouvrière » que les militants de la NAR ont côtoyée depuis plus de trente ans dans diverses manifestations...

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

L'étrange morale des délateurs

Favorables à la ligne diplomatique adoptée par le président de la République et le ministre des Affaires étrangères, c'est avec calme que nous lisons les textes de soutien au gouvernement des États-Unis.

Le rêve de l'empire est aussi vieux que la France et la perspective fusionnelle est un choix cohérent : l'illusion de la puissance partagée - comme gardien de musée, animateur de terrains de jeux ou troupier supplétif - assure un certain confort tout en libérant du poids des responsabilités.

Publiée, signée, revendiquée, la volonté d'abdication nous incite simplement à persévérer dans notre existence collective - celle d'un pays qui n'a pas besoin de la fiction d'un fédéralisme européeniste sous égide américaine pour concevoir sa place et son rôle dans l'internationale des nations européennes. Toujours courtois, modérés dans leurs expressions, les atlantistes sincères ne troubleront pas notre sérénité - hélas limitée au champ de la diplomatie - tant que Jacques Chirac et Dominique de Villepin demeureront sur le sentier de la politique gaullienne.

En revanche, l'attitude de certains intellectuels censés représenter la « génération morale » pourrait nous mettre en colère. Curieux moralistes, qui ont retenu de leur jeunesse gauchiste la technique de l'amalgame diffamatoire, le goût de l'allusion blessante et la frénésie de la condamnation *urbi et orbi*. Parmi plusieurs articles insupportables, je retiens la dénonciation, par André Glucksmann, de « l'étrange renversement d'alliance » (1) que nous saluons ici

comme le retour tardif, presque inespéré, à la tradition diplomatique française.

Nous autres royalistes et nos amis gaullistes dont je me fais l'écho, nous ne supportons pas d'être confondus avec les quelques partisans de Saddam Hussein qui se sont mêlés aux récentes manifestations, ni avec les groupes violents qui s'identifient sur le mode hystérique aux Palestiniens - ni d'ailleurs avec les extrémistes kurdes chers à Madame Mitterrand.



Nous ne supportons pas non plus la confusion infamante entre une politique nationale (jamais « absolue » puisqu'elle a toujours été pensée et menée dans le concert des nations), et les positions de Carl Schmidt « dans sa période nazie » - autrement dit le « culte d'une souveraineté *über alles* ». La souveraineté politique est-elle par essence totalitaire ? Sommes-nous nazifiants ou nazifiés ? Et qui d'autre que nous figure au tableau d'infamie ?

Quand on a le courage de défier Saddam Hussein depuis Paris, on n'hésite pas à publier les noms et à désigner les publications qu'on incrimine. Le défi est lancé à André Glucksmann et

à ceux (par exemple Bernard-Henri Lévy) qui dénoncent les liens qui seraient tissés entre les antimondialistes, les anti-américains et les antisémites. Ces accusations sont trop générales : là encore, il faut nommer, citer, convoquer devant de larges publics les intellectuels, les chercheurs, les journalistes, les militants qui se sont rendus suspects ou qui seraient manifestement coupables.

Nous ne supportons pas qu'on nous fasse honte au nom des droits de l'homme alors qu'on méprise le droit international et qu'on oublie les massacres et les injustices qui dérangent. Nous n'avons pas de leçons à recevoir d'un cynique qui justifie la guerre menée par les anglo-américains en Irak sans mandat de l'ONU par cette autre violation de la légalité internationale que fut, en 1999, l'agression des forces de l'Otan contre la Yougoslavie. Nous n'avons pas de leçons à recevoir de moralistes qui ont fait campagne pour armer les albanophones de l'UCK et qui ne dénoncent pas, tout aussi fortement, les groupes politico-mafieux qui se disputent aujourd'hui le Kosovo.

Nous ne supportons pas qu'un intellectuel français dénigre la diplomatie de son pays et celle de nos alliés allemands, belges et russes en affirmant que ce camp de la paix « refuse le désarmement d'un fauteur de guerre patenté ». Pur mensonge, puisque le désarmement de l'Irak était en cours et presque achevé.

Nous n'attendons pas la moindre réponse d'André Glucksmann et de ses amis. Nous leur demandons seulement de jeter sur la place publique les noms et les adresses de ceux qu'ils dénoncent afin que chacun puisse enfin répondre de ce qu'il fait.

Bertrand RENOUVIN

(1) *Le Monde*, 5 avril 2003. Tous les mots entre guillemets sont tirés de cet article.